

**Réunion du Conseil au niveau des Ministres, 28-29 octobre 2020****CONCLUSIONS POLITIQUES DE LA RCM DE 2020****UNE REPRISE POST-COVID-19 FORTE, RÉSILIENTE, INCLUSIVE ET DURABLE****(Adoptées à la Réunion du Conseil au niveau des Ministres, le 29 octobre 2020)****JT03467693**

## UNE REPRISE POST-COVID-19 FORTE, RÉSILIENTE, INCLUSIVE ET DURABLE

À l'occasion de la Réunion de 2020 du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres (RCM), nous\* nous sommes rassemblés les 28 et 29 octobre sous la conduite de l'Espagne, qui assure la Présidence de la RCM, ainsi que du Chili, du Japon et de la Nouvelle-Zélande, qui en assurent la Vice-présidence, afin d'échanger des vues sur nos plans de relance pour sortir de la crise du COVID-19 et sur nos attentes en matière de coopération internationale.

La pandémie de COVID-19 a frappé tous les pays, et la reprise dans les pays Membres exigera une coopération mutuelle. Le premier choc passé et en attendant que des vaccins ou traitements soient accessibles partout dans le monde à un prix abordable, nos pays affinent leurs efforts pour combattre le virus et jeter les bases d'une reprise forte, résiliente, inclusive et durable.

1. Nos priorités consistent à faire redémarrer les économies durement touchées, à préserver les emplois et à promouvoir la mise au point de technologies propres et d'infrastructures durables et de qualité tout en offrant davantage de possibilités à ceux qui ont subi les conséquences néfastes de la pandémie. Il sera nécessaire à court terme de maintenir des mesures de relance budgétaire et monétaire soutenables pour accompagner les activités économiques essentielles. Les mesures d'accompagnement budgétaires devraient être adaptées à la situation propre à chaque pays, bien ciblées et temporaires. La question de la viabilité de la dette est un aspect qui devrait entrer en ligne en compte à tout moment, mais un assainissement budgétaire engagé trop tôt pourrait mettre en péril la reprise.

2. Le choc économique induit par la pandémie de COVID-19 a accéléré la transformation numérique. Nous sommes déterminés à œuvrer de concert pour mettre à profit le potentiel de transformation de l'économie numérique grâce à la libre circulation des données, en toute confiance, et faire face aux défis qui y sont associés, notamment la protection des données et de la vie privée, la sécurité numérique, la désinformation et les fractures numériques. Nous estimons qu'il sera essentiel pour accélérer la reprise de renforcer la coopération internationale dans les domaines de la science et de la technologie. Nous nous appliquerons à améliorer la résilience et la capacité de réaction de nos systèmes de santé.

3. En favorisant une reprise créatrice d'emplois, nous mettrons l'accent sur l'éducation et sur des politiques actives du marché du travail efficaces, et notamment sur le développement des compétences et la reconversion des travailleurs vers des activités nouvelles et durables, dans les grandes entreprises comme dans les PME. Nous nous félicitons que l'OCDE travaille à une actualisation de son Plan d'action pour les jeunes et poursuive la mise en œuvre de la Stratégie de l'OCDE pour l'emploi. Nous ne ménagerons aucun effort pour protéger nos travailleurs en leur offrant une protection sociale adaptée, et pour favoriser une reprise qui ne laisse pas de côté les plus vulnérables. Nous reconnaissons l'importance de travailler en coopération avec les partenaires sociaux au service de la reprise. Nous reconnaissons le rôle vital qu'assument les femmes tant dans nos économies qu'en première ligne face à la pandémie. Nous travaillerons à l'autonomisation des femmes, étant donné leur rôle moteur pour la reprise de nos économies, en nous attachant à éliminer les barrières juridiques, réglementaires et culturelles qui font obstacle à leur pleine participation à l'économie, conscients de l'importance de l'égalité hommes-femmes dans le cadre d'une reprise généralisée.

---

\* Ministres et Représentants de l'Allemagne, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, du Canada, du Chili, de la Colombie, de la Corée, du Costa Rica, du Danemark, de l'Espagne, de l'Estonie, des États-Unis, de la Finlande, de la France, de la Grèce, de la Hongrie, de l'Irlande, de l'Islande, d'Israël, de l'Italie, du Japon, de la Lettonie, de la Lituanie, du Luxembourg, du Mexique, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, de la République slovaque, de la République tchèque, du Royaume-Uni, de la Slovénie, de la Suède, de la Suisse, de la Turquie et de l'Union européenne.

4. Alors que nous élaborons et mettons en œuvre nos plans de relance et nos réformes structurelles, nous invitons le Secrétariat à poursuivre les efforts engagés, sur la base des examens menés par les comités, pour construire un tableau de bord d'indicateurs qui pourrait possiblement comprendre aussi bien les mesures économiques conventionnelles que sont le PIB et l'emploi que des dimensions environnementales et sociales en rapport avec la durabilité, l'inclusion et le bien-être, dans le droit fil des Objectifs de développement durable.

5. Nos plans de relance stimuleront la croissance, les revenus et l'emploi tout en promouvant des économies plus propres et plus durables. L'évolution vers une gestion des matériaux durable, économe en ressources et circulaire et vers des économies sûres, durables et neutres en carbone est au cœur des lignes d'action tracées par les pays Membres. Le rôle de la finance durable et des infrastructures durables sera déterminant. À l'heure où nous repensons nos politiques et déployons nos plans de relance, nous prenons acte de la détermination des signataires de l'Accord de Paris qui ont confirmé son irréversibilité à Buenos Aires/Osaka, et de celle d'autres Membres de l'OCDE qui ne participent pas au G20, à le mettre pleinement en œuvre, notamment en actualisant leurs contributions déterminées au niveau national et en communiquant leurs plans à long terme\*\*. Tous les pays de l'OCDE cherchent à promouvoir la croissance économique ainsi que l'accès à l'énergie et la sécurité énergétique, tout en réduisant leur empreinte carbone globale. Nous attendons avec intérêt de travailler en vue d'obtenir un résultat fructueux à la COP26 à Glasgow.

6. La pandémie de COVID-19 a souligné la nécessité d'une étroite coopération internationale et d'institutions multilatérales efficaces et transparentes pour faire face aux dimensions transnationales de la crise. Pour de nombreux Membres de l'OCDE, des échanges et des investissements ouverts, justes et prévisibles sont des éléments importants de la reprise. Nous reconnaissons l'importance de préserver l'ouverture des marchés, de mener à bien la nécessaire réforme de l'OMC et d'harmoniser les règles du jeu. La pandémie risque d'aggraver les déséquilibres structurels qu'entraînent les surcapacités dans la sidérurgie et dans d'autres secteurs industriels. Nous redoublerons d'efforts pour imprimer plus de transparence et de discipline aux mesures d'aide à ces secteurs susceptibles d'introduire des distorsions sur le marché. S'agissant de l'approvisionnement en biens essentiels, nous reconnaissons qu'il est nécessaire de renforcer la capacité des pouvoirs publics à planifier et à parer à de possibles pénuries, ainsi que d'améliorer la résilience des chaînes de valeur mondiales. Nous reconnaissons, sous réserve des mesures visant à stopper la propagation du COVID-19, l'importance des déplacements transfrontaliers nécessaires pour assurer la continuité des activités professionnelles et autres activités économiques, sociales et culturelles clés.

7. S'agissant de la coopération internationale en matière fiscale, l'OCDE devrait continuer de faciliter la recherche de solutions face aux défis auxquels nous sommes confrontés. Nous restons déterminés à aboutir à une solution face aux défis que soulève, en matière de fiscalité, la transformation numérique de l'économie, à surmonter les divergences qui subsistent et à parvenir à une solution mondiale et consensuelle d'ici la mi-2021.

8. Nous reconnaissons l'importance de la coopération internationale avec les pays en développement, notamment à travers l'aide publique au développement et d'autres actions qui pourraient s'avérer nécessaires pour atténuer l'impact de la pandémie.

---

\*\* À cet égard, la position de la République de Turquie est reflétée dans la déclaration de la Présidence de la Réunion de 2020 du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres [C/MIN(2020)12/FINAL].

9. Nous remercions le Secrétariat de l'OCDE du soutien précieux qu'il apporte pour agir face à la pandémie. Nous apprécions également le rôle que joue l'Organisation en tant que plateforme permettant l'échange d'expériences et de bonnes pratiques ainsi que la collaboration avec les Membres en vue d'élaborer des recommandations et des normes établies d'un commun accord, qui contribuent à l'harmonisation des règles du jeu à l'échelle mondiale, de même que son rôle au sein du G20, du G7, de l'APEC et d'autres instances internationales. À cet égard, nous apprécions le rayonnement mondial de l'OCDE et nous nous félicitons de la coopération mutuellement avantageuse engagée avec des pays non Membres investis. Nous nous félicitons du Recueil de bonnes pratiques gouvernementales de l'OCDE en matière d'investissements de qualité dans les infrastructures. Nous prenons note du Rapport d'étape sur le processus d'élaboration des normes. Nous adoptons la Recommandation du Conseil de l'OCDE sur la culture financière.

10. Nous reconnaissons le rôle du Secrétaire général dans la proposition de nouvelles initiatives, notamment dans ses Orientations stratégiques, pour considération ultérieure par le Conseil. Nous prenons acte, avec satisfaction, du rôle du Secrétaire général à la tête de l'Organisation depuis 2006 et des efforts fructueux qu'il a déployés afin d'améliorer la pertinence et l'impact de l'OCDE. Nous saluons l'adhésion de la Colombie à l'OCDE cette année et l'invitation adressée au Costa Rica à devenir le 38<sup>e</sup> Membre de l'Organisation. Nous engageons l'Organisation à continuer de soutenir les efforts que nous déployons en faveur d'une reprise forte, résiliente, inclusive et durable et d'un agenda piloté par ses Membres.